

L'avenir de l'agriculture en Afrique subsaharienne

Suwadu Sakho-Jimbira et Ibrahima Hathie

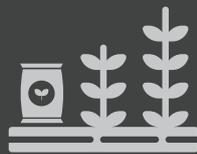
Messages clés



La croissance démographique, l'urbanisation rapide et une population jeune sont les grandes tendances qui façonnent l'avenir de l'agriculture africaine. Ces facteurs sous-tendent les profonds changements dans l'évolution de la demande alimentaire et contribuent à la structuration des marchés alimentaires.



L'agriculture africaine doit s'attaquer à ces problèmes, mais aussi relever les défis des changements climatiques et de la dégradation des sols. Si aucune mesure adéquate n'est prise, la capacité future de l'agriculture à produire suffisamment de nourriture pourrait être compromise.



Il est impératif d'établir une stratégie de gestion intégrée des terres en accroissant les matières organiques, en retenant l'humidité et en augmentant l'utilisation d'engrais inorganiques.



Les gouvernements doivent investir dans des systèmes d'éducation et de formation techniques et professionnelles agricoles et renforcer les compétences des jeunes et des femmes pour leur permettre de saisir les occasions d'entrepreneuriat offertes par le secteur agricole et agroalimentaire.



Les politiques doivent clairement soutenir l'agriculture familiale et faciliter l'intervention du secteur privé à l'aide de modèles d'affaires inclusifs.

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique subsaharienne est confrontée à de multiples défis, notamment une croissance démographique rapide, une urbanisation débridée, les changements climatiques et une insécurité alimentaire chronique. Au cours des dernières années, d'importants progrès y ont été réalisés. L'agriculture est redevenue une priorité dans le programme du développement, avec les déclarations de Maputo et de Malabo, ainsi que le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, dans le cadre de la Déclaration de Maputo en 2003, a adopté le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de l'Union africaine visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et à augmenter les revenus des économies africaines basées sur l'agriculture. Le PDDAA a augmenté les allocations budgétaires nationales annuelles pour l'agriculture à au moins 10 % afin d'assurer une croissance de la production agricole d'au moins 6 % par année.

La déclaration de Malabo de 2014 comprend sept engagements spécifiques pour accélérer la croissance et la transformation de l'agriculture afin de partager la prospérité et d'améliorer les moyens de subsistance. Les chefs d'État et de gouvernement africains se sont notamment engagés à éliminer la faim d'ici 2025 en doublant la productivité, en réduisant de moitié les pertes après récolte et en améliorant considérablement la nutrition.

Plus récemment, le Programme 2030 s'emploie à mettre un terme à la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir une agriculture durable. Le Programme vise à doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les Autochtones, les agriculteurs familiaux, les pasteurs et les pêcheurs, ainsi qu'à garantir des systèmes de production alimentaire durables.

En Afrique subsaharienne, des millions d'exploitations familiales ont augmenté leurs capacités et amélioré leurs revenus, tout en suscitant un regain d'intérêt de la part des entreprises privées. Dans ce contexte changeant, à quoi ressemble l'avenir de l'agriculture africaine? Sera-t-elle en mesure de répondre à la demande d'une population dont les préférences changent profondément? Quelles sont les mesures politiques les plus susceptibles de faciliter la transformation de l'agriculture africaine? La section suivante fait le point sur les grandes tendances qui influent sur l'agriculture dans cette région. Elle sera suivie d'une analyse de la trajectoire possible de l'agriculture. Enfin, les

recommandations porteront sur la définition des politiques susceptibles de lancer résolument l'agriculture de l'Afrique subsaharienne sur la voie de la croissance.

■ **La population continue de croître en Afrique, malgré un ralentissement mondial.**

La région de l'Afrique est celle où la croissance est la plus rapide dans le monde. Avec 2,2 milliards d'habitants prévus d'ici 2050 et plus de 4 milliards d'ici 2100, l'Afrique est la seule région où la taille maximale de la population ne sera pas atteinte au cours de ce siècle : elle s'étendra même au-delà (FAO, 2017). L'Afrique subsaharienne pourrait représenter plus de la moitié de la croissance démographique mondiale entre 2019 et 2050, avec un ajout prévu de 1,05 milliard de personnes. En fait, la population de cette région augmente de 2,8 % par an, soit deux fois plus que celle de l'Asie du Sud, quatre fois plus que celle de l'Asie de l'Est et du Pacifique, et environ 50 % plus que celle de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mabiso et Benfica, 2019).

En outre, la question de la fertilité est cruciale. La croissance démographique future de l'Afrique subsaharienne dépend fortement de la voie que prendront les futurs taux de fertilité. En effet, cette région a le niveau de fécondité totale le plus élevé du monde, même s'il a diminué à un rythme très lent de 1990 à 2019, passant de 6,3 à 4,6 naissances par femme. La croissance démographique rapide de la plupart des pays d'Afrique depuis les années 1960 est principalement due aux transitions démographiques et aux baisses de fécondité plus lentes et plus tardives qu'ils ont connues par rapport aux autres pays du monde (Bongaarts et Casterline, 2012; Guengant, 2007; Guengant, 2012; Guengant et May, 2011a).

La croissance démographique rapide, alimentée par des taux de fertilité élevés, entraîne une demande accrue de denrées alimentaires. Par conséquent, le deuxième objectif de développement durable visant à éliminer la faim d'ici 2030 est ambitieux. Il est important de réfléchir à l'avenir de l'agriculture et à sa capacité à satisfaire la demande alimentaire croissante, en particulier pour l'Afrique subsaharienne, où 60 % de la population est constituée de petits exploitants.

■ **L'Afrique reste majoritairement rurale, malgré le taux d'urbanisation le plus rapide.**

La croissance démographique rapide s'accompagne également d'une urbanisation sans précédent. Comme il a été souligné dans l'État de la population mondiale en 2007, le monde a franchi un seuil en atteignant une étape importante. Pour la première fois, le nombre de personnes

vivant dans les zones urbaines a dépassé celui des habitants des zones rurales. Selon les Perspectives de l'urbanisation de la population mondiale, en 2018, 55 % de la population mondiale résidaient dans les zones urbaines, ce qui correspond à 4,2 milliards de personnes, contre 3,4 milliards dans les zones rurales.

L'Afrique est la deuxième région du monde qui s'urbanise le plus rapidement, après l'Asie. De 14 % en 1950, le taux d'urbanisation de l'Afrique est actuellement de 42 %. On prévoit que 50 % des Africains devraient résider dans des zones urbaines d'ici 2035 (CUA/OCDE, 2018). Ce taux d'urbanisation devrait continuer à croître même au-delà de 2035 : la région devrait atteindre 56 % d'urbanisation d'ici 2050 (Cockx, L. et al., 2019). L'urbanisation de l'Afrique se produit principalement dans les zones périurbaines, comme en témoigne la croissance des mégalo-poles et des villes du continent. En effet, les villes de moins de 500 000 habitants ont représenté 67 % de la croissance urbaine entre 2000 et 2018 (CUA/OCDE, 2018). Les prévisions du McKinsey Global Institute révèlent que le nombre de villes africaines de plus de 5 millions d'habitants passera de 6 à 17 entre 2015 et 2030, et que les villes de plus de 10 millions d'habitants passeront de 3 à 5.

Bien que l'Afrique soit l'une des régions du monde qui s'urbanise le plus rapidement, la population rurale y dépasse encore la population urbaine. Comme le soulignent les Perspectives de l'urbanisation de la population mondiale 2018, l'Afrique et l'Asie abritent encore près de 90 % de la population rurale mondiale en 2018. La population rurale de l'Afrique continuera de croître à un rythme annuel de plus de 1 % au-delà de 2045, et l'Afrique subsaharienne devrait compter plus de 353 millions de ruraux supplémentaires entre 2015 et 2050 (BAfD, OCDE, PNUD, 2016). En outre, 952 millions d'Africains, soit 82 % de la population africaine, vivent dans l'interface rurale-urbaine¹.

Il est largement reconnu que l'urbanisation rapide de l'Afrique subsaharienne joue un rôle important dans l'évolution de la demande alimentaire, y compris des marchés et des systèmes de distribution. Selon les projections, la valeur des marchés alimentaires urbains passera de 150 à 500 milliards de dollars entre 2010 et 2030 (FAO, 2017a). En outre, il existe une relation étroite entre l'urbanisation rapide et la croissance de la classe moyenne. Les faits montrent que la classe moyenne africaine stimulera la demande de produits agricoles à forte valeur ajoutée et de produits à valeur ajoutée du secteur de la transformation (Reardon et al., 2013; Badiane, 2014). Avec la demande accrue de produits alimentaires transformés et de produits agricoles à forte valeur ajoutée,

¹ Selon Akkoyunlu (2015), l'interface rurale-urbaine est une zone dans laquelle les économies rurales et urbaines dépendent l'une de l'autre et se complètent.

le secteur privé et les entrepreneurs locaux devraient jouer un rôle clé pour assurer la création d'installations de transport, de transformation et de marché adéquates. L'urbanisation croissante et les changements qui en résultent à l'égard de la demande alimentaire représentent une occasion exceptionnelle pour l'avenir de l'agriculture, en particulier en Afrique, si les petits exploitants ne sont pas laissés pour compte au profit des grands transformateurs et des entreprises agroalimentaires.

Comme le montrent les études et les rapports, l'une des principales caractéristiques du modèle d'urbanisation en Afrique est l'explosion démographique des jeunes et l'importance de l'économie informelle. L'urbanisation et la transition démographique en Afrique – deux des grandes tendances de la région – appellent à un changement de paradigme vers un développement durable centré sur la jeunesse (Siba, 2019).

■ **Explosion démographique de la jeunesse et dividende démographique en Afrique.**

L'Afrique a connu une croissance significative de sa population de jeunes au cours des dernières décennies. Avec 70 % de la population âgée de moins de 30 ans, un âge médian de 18,3 ans et 226 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans, l'Afrique a la population la plus jeune du monde. Le nombre de jeunes en âge de travailler y est sans précédent; en moyenne, 29 millions de jeunes atteindront l'âge de 16 ans chaque année d'ici à 2030 (CUA/OCDE, 2018). Selon certaines estimations, la population en âge de travailler en Afrique devrait augmenter de près de 70 %, soit d'environ 450 millions de personnes, entre 2015 et 2035. La région comptera 362 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans d'ici 2050 (FEM, 2017). Aujourd'hui, dans la plupart des pays africains, les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent plus de 40 % de la population adulte, un phénomène appelé « explosion démographique de la jeunesse » (Guengant et May, 2013).

La jeunesse de la population africaine, tout en présentant des défis, pourrait être une bonne occasion pour le continent si l'emploi des jeunes et le dividende démographique sont bien pris en compte. D'ici 2030, l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre pourrait créer un premier « dividende démographique » et stimuler la croissance annuelle du PIB par habitant jusqu'à un demi-point de pourcentage, en supposant une production constante par travailleur (BAfD, OCDE, PNUD, 2016). D'ici 2030, ce dividende démographique pourrait contribuer à hauteur de 10 à 15 % à la croissance du PIB brut en volume de l'Afrique (Ahmed et coll., 2014). Si le dividende démographique doit se refermer pour plusieurs pays africains d'ici 2030, il est important d'investir dans l'entrepreneuriat des jeunes et l'innovation technologique pour saisir l'occasion dans les 10 prochaines années.

Au chapitre de l'emploi, les jeunes ruraux, en particulier en Afrique, travaillent encore principalement dans l'agriculture, tandis que dans les zones urbaines, la plupart d'entre eux travaillent dans le secteur informel. Les données montrent que les jeunes est prouvé que les jeunes Africains des zones rurales pratiquent l'agriculture et que la proportion de la main-d'œuvre jeune qui devrait se consacrer à l'agriculture au cours des prochaines décennies restera élevée, même si elle diminue à long terme (Mabiso et Benfica, 2019). Environ 40 % des jeunes Africains travaillent dans le secteur agricole. Plusieurs occasions pourraient s'offrir aux jeunes si l'agriculture offrait à l'avenir des emplois décents et attrayants pour ce segment de la population tout en favorisant l'entrepreneuriat rural. Les investissements dans la technologie peuvent attirer les jeunes ruraux, hommes et femmes, dans l'agriculture.

Les femmes jouent un rôle essentiel dans le secteur agricole, de la production à la commercialisation des produits. En Afrique subsaharienne, les femmes représentent 52 % de la population totale dans ce secteur; elles composent environ 50 % de la main-d'œuvre agricole et contribuent à hauteur de 60 à 80 % à la production alimentaire de la région (Njobe et Kaaria, 2015). Malgré leur importante contribution à l'agriculture, les femmes travaillent dans les cultures vivrières et sont moins impliquées dans les activités à plus forte valeur ajoutée. Elles sont en outre désavantagées et doivent faire face à des défis plus importants sur le plan du pouvoir de décision et du contrôle des ressources productives comme la terre, ce qui limite leur accès au crédit et au financement. En raison de leur rôle dans d'autres activités ménagères, les femmes ont moins de temps à consacrer aux activités agricoles. L'accès limité des femmes aux ressources productives a des répercussions négatives sur leur productivité agricole et, par conséquent, sur les revenus qu'elles peuvent tirer de l'agriculture. En Afrique subsaharienne, les niveaux de productivité agricole des agricultrices sont de 20 à 30 % inférieurs à ceux des agriculteurs en raison des écarts entre les sexes en matière d'accès aux ressources (FAO, 2011).

■ Croissance démographique, urbanisation, explosion démographique de la jeunesse et autonomisation des femmes : implications pour l'avenir de l'agriculture africaine.

L'augmentation de la densité de la population rurale dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne exerce une pression croissante sur les terres et affecte profondément les systèmes agricoles. Nous assistons donc à une réduction de la taille des exploitations et à leur fragmentation. Dans certaines régions du monde, comme en Asie, une situation similaire a conduit à une intensification de l'agriculture, entraînant une augmentation conséquente des rendements agricoles. L'Afrique, en

revanche, a suivi une trajectoire différente. L'augmentation de la densité de population est associée à une utilisation plus intensive des terres sans augmentation de la fertilisation et de l'irrigation. Ainsi, la hausse de l'intensité des cultures explique près de la moitié de la croissance de la production agricole totale par hectare. Cette situation pose un véritable défi pour l'intensification durable (Headey et Jayne, 2014).

La forte croissance de la composante jeune de la population, associée à la pression foncière, nécessite le développement d'un secteur rural non agricole capable d'absorber ce surplus de main-d'œuvre. Cependant, le secteur rural n'offre guère de perspectives aux jeunes en termes d'emplois non agricoles. Il est très difficile de se diversifier en dehors de l'agriculture dans les zones rurales densément peuplées, alors que ces zones nécessitent une plus grande diversification des activités non agricoles pour absorber le surplus de personnes à la recherche d'un emploi.

Plusieurs auteurs (Fine et al., 2012; Losch, 2012; Jayne, Chamberlin et Headey, 2014) montrent que même dans des conditions favorables, le secteur non agricole ne sera pas en mesure de générer suffisamment d'emplois capables d'absorber la population jeune. Par conséquent, l'agriculture devra fournir un emploi rémunéré à au moins un tiers de la jeune main-d'œuvre africaine.

C'est pourquoi les jeunes des zones à forte densité de population devront avoir accès à de meilleures technologies agricoles et à de nouvelles terres. Malgré la forte urbanisation, la petite agriculture sera un atout fondamental pour absorber une grande masse de jeunes Africains. L'exploitation de cette possibilité dépendra néanmoins de la capacité des politiques publiques à faciliter l'accès des jeunes à la terre. Avec la forte croissance de la population jeune, le morcellement intergénérationnel des terres limitera les possibilités pour les jeunes ruraux d'entrer sur le marché du travail. Avec la fragmentation – et la concentration dans certains cas – des terres dans de nombreux pays, les jeunes ont de moins en moins la possibilité d'hériter de suffisamment de terres pour faire de l'agriculture une activité viable (Jayne, Yeboah et Henry, 2017).

Pour que les femmes puissent saisir les occasions futures dans le secteur agricole en Afrique, il est important d'améliorer leur productivité agricole en leur fournissant des ressources productives adéquates, en particulier des terres, et en leur facilitant l'accès au financement. Cependant, l'augmentation de la productivité agricole des femmes ne suffira jamais à elle seule. Il convient d'investir dans les compétences entrepreneuriales des femmes ainsi que dans leur participation à des marchés à créneaux



La forte croissance de la composante jeune de la population, associée à la pression foncière, nécessite le développement d'un secteur rural non agricole capable d'absorber ce surplus de main-d'œuvre.



et à des activités à forte valeur ajoutée. En outre, l'élimination des disparités entre les sexes dans le domaine de la recherche agricole est déterminante pour l'avenir de l'agriculture africaine. Les instituts de recherche agricole développent des projets et des programmes qui contribuent à relever les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs et à proposer des solutions innovantes. Investir dans la participation des femmes dans la recherche agricole pourrait apporter des perspectives et des idées faisant une plus grande place aux femmes afin de surmonter les défis auxquels les agricultrices sont confrontées sur le terrain. Même si les résultats sont encore insuffisants, des efforts sont faits pour combler l'écart entre les sexes dans la recherche agricole africaine. Le nombre de femmes dans le domaine est passé de moins de 9 000 en 2000 à plus de 15 000 en 2014, soit une augmentation moyenne de 24 %.

■ **Dégradation des terres et changements climatiques : deux défis de taille.**

La dégradation des terres est un problème grave en Afrique subsaharienne. Selon le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 46 % des terres africaines souffrent de dégradation, touchant au moins 485 millions de personnes et coûtant 9,3 milliards de dollars américains par année. On estime que 70 à 80 % des surfaces cultivées du continent sont dégradées et affichent des pertes de 30 à 60 kg de nutriments par hectare et par an. Les zones arides et semi-arides, comme la région du Sahel, sont plus touchées. Dans ces zones, seulement 3 à 30 % des terres ne sont pas encore dégradées (AGNES, 2020).

La dégradation des sols résulte principalement de facteurs climatiques et anthropiques. Les changements de température, l'intensité des précipitations, les tempêtes de vent ainsi que la distribution et l'intensité des événements météorologiques extrêmes sont les principaux facteurs climatiques de la dégradation des terres. La végétation est à son tour fortement marquée par les changements dans le régime des précipitations et conditionne ainsi les processus d'érosion hydrique ou éolienne conduisant à la perte de sols. Les changements climatiques réduiront sans doute considérablement la superficie des terres agricoles dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne. Au Sénégal, par exemple, la dégradation des terres touche 64 % des terres arables en raison de l'érosion et de la salinisation. Le Nigeria enregistre une perte de 30 millions de tonnes de sols par an, tandis que l'Éthiopie perd environ 1 milliard de tonnes de terre arable par an en raison de l'érosion des sols (AGNES, 2020).

Les facteurs humains sont un autre facteur important de la dégradation des terres. Les mauvaises pratiques agricoles exacerbent les processus

d'érosion et de salinisation. Une mauvaise gestion de l'irrigation et de la fertilisation accélère la pollution, la salinisation et l'acidification des sols. C'est le cas du Malawi et de la Zambie où la dégradation chimique des sols a entraîné une perte de 15 % des terres arables au cours des 10 dernières années. Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, comme le Burkina et le Gabon, il a été démontré que les sols ferrugineux et ferrallitiques² souffrent d'acidification après environ 4 à 7 ans d'exploitation continue (Doukkali et al, 2018; AGNES, 2020).

Les petits producteurs sont de plus en plus confrontés à une baisse de la fertilité des sols. Un total de 28 % des agriculteurs en Afrique rurale cultivent des terres qui se dégradent de façon continue. La réduction de la taille des exploitations sous la pression démographique et leur fragmentation en raison du partage entre héritiers obligent les petits producteurs à cultiver leurs champs en permanence. Il est difficile de maintenir la qualité des sols en l'absence de pratiques adéquates d'amendement des sols, de rotation des cultures et de jachère (Barbier et Hochard, 2016; Jayne et Ameyaw, 2016).

Dans certaines circonstances, les engrais inorganiques peuvent compenser les carences en azote, l'un des principaux éléments nutritifs extraits des sols africains. Mais cet apport d'engrais inorganique conventionnel ne résout pas le problème de la dégradation des sols, en raison des pertes de carbone organique et de l'acidification accrue des sols. Dans ces conditions, l'efficacité des engrais inorganiques a tendance à diminuer, poussant les petits producteurs à réduire leur demande. Par conséquent, les effets positifs attendus de l'utilisation de semences améliorées ont tendance à être réduits parce que les plantes ne peuvent pas bénéficier de l'ensemble technologique (semences et engrais) sur des sols épuisés. Face à cette situation, et pour augmenter la productivité agricole de manière durable, des chercheurs ont recommandé l'utilisation d'une stratégie de gestion intégrée des terres. Cette stratégie de réhabilitation du sol passe par l'augmentation de la matière organique, la rétention de l'humidité et l'utilisation accrue d'engrais inorganiques.

Une récente note d'orientation de l'Africa Group of Negotiators Experts Support (AGNES, 2020), basée sur le rapport spécial du GIEC sur la dégradation des terres, démontre clairement que la dégradation des

² Selon Wikipédia : «La ferrallitisation est le processus par lequel la roche est transformée en un sol composé d'argile (kaolinite) et de sesquioxydes, sous forme d'oxydes hydratés de fer et d'aluminium. Dans les zones tropicales humides, où les températures et les précipitations sont élevées pendant toute l'année ou presque, l'altération chimique décompose rapidement la roche. Cela produit d'abord des argiles qui se décomposent ensuite pour former de la silice. La silice est éliminée par lixiviation et les sesquioxydes de fer et d'aluminium restent, donnant la couleur rouge caractéristique de nombreux sols tropicaux. La ferrallitisation est l'inverse de la podsolisation, où la silice reste et le fer et l'aluminium sont éliminés. Dans les forêts tropicales humides où il pleut toute l'année, des sols ferrallitiques se développent. Dans les zones de savane, avec des climats secs et humides changeants, on trouve des sols ferrugineux.»

terres et les changements climatiques se renforcent mutuellement. Le mémoire indique que la dégradation des terres réduit les puits de carbone, ce qui entraîne une augmentation des émissions, tandis que les changements climatiques, en raison du stress thermique et de la variabilité des précipitations, intensifient le taux et l'ampleur de la dégradation des terres (AGNES, 2020, p. 1). Ces interactions ont des conséquences négatives sur la productivité agricole, ce qui affecte la sécurité alimentaire. Au Zimbabwe, 10 % des terres communales sont gravement érodées en raison de l'agriculture ou du pâturage, tandis que le Sahel connaît une baisse de 3 % par an de la production agricole en raison de la dégradation des terres (Doukkali et al, 2018). Si les tendances se maintiennent, plus de la moitié de la surface agricole cultivée en Afrique sera perdue d'ici 2050. Compte tenu de la contribution de l'agriculture au PIB et à l'emploi, la dégradation des terres aura de profondes répercussions négatives sur les moyens de subsistance des populations, en particulier des plus pauvres qui vivent dans les zones les plus dégradées. Les données montrent qu'en 2007, environ 1,5 milliard de personnes vivaient sur des terres dégradées.

■ Évolution de la demande alimentaire en Afrique et importance des marchés alimentaires.

L'une des évolutions importantes en Afrique subsaharienne au cours des dernières décennies concerne la demande de denrées alimentaires. L'Afrique de l'Ouest est un bon exemple de cette évolution. En raison de la forte croissance démographique, de l'urbanisation rapide et de l'augmentation des revenus, le marché alimentaire ouest-africain a connu une forte croissance. En 2010, il a atteint 178 milliards de dollars, soit 36 % du PIB régional. La part du revenu des ménages consacrée à l'alimentation était de 52 %. Les transactions sur le marché se sont élevées à 126 milliards de dollars, ce qui indique une transformation d'une économie de subsistance à une économie de marché (Allen et Heinrigs, 2016). Quels sont les moteurs de ce changement structurel?

L'urbanisation est l'un des moteurs de ce changement. Les grandes et les petites villes ont gagné en taille et en population. Elles sont reliées entre elles par un réseau de transport et de communication relativement dense, ce qui rapproche les zones rurales des villes. Autour des zones urbaines en expansion, il existe une organisation spatiale des échanges et des marchés. L'urbanisation s'est accompagnée d'un changement fondamental dans les marchés³. Ces derniers sont devenus la principale source d'approvisionnement des ménages urbains. La croissance urbaine n'est donc pas seulement un facteur d'intégration des zones

³ We mean markets in a broader sense, not physical markets

rurales dans l'économie de marché; elle est également un moteur de la transformation des systèmes de production agroalimentaire.

Les nouvelles habitudes alimentaires sont un autre facteur déterminant des changements structurels de la demande alimentaire. Les préférences alimentaires évoluent de façon spectaculaire avec la transformation des modes de vie urbains et l'augmentation des revenus. Selon la loi d'Engels, la part du revenu consacrée à l'achat de nourriture diminue à mesure que le revenu augmente. Comme la majorité de la population se situe juste au-dessus du seuil de pauvreté, des sommes importantes sont encore dépensées pour l'achat de nourriture. Les ménages urbains consacrent 46 % de leurs revenus à l'alimentation, alors que dans les zones rurales, ce taux est de 60 %. Les produits transformés occupent également une part de plus en plus importante des dépenses des ménages. Ils représentent 39 % de la consommation alimentaire, soit 41 % en zone urbaine et 36 % en zone rurale. Les ménages riches consacrent la plus grande partie de leurs dépenses alimentaires (49 %) aux produits transformés. Même pour les ménages pauvres, les produits transformés occupent une part importante (36 %) de leurs dépenses alimentaires (Allen et Heinrigs, 2016).

L'augmentation de la demande alimentaire s'accompagne d'une forte hausse de la demande de plats cuisinés, y compris la nourriture de rue. Dans les villes africaines, de plus en plus de personnes mangent en dehors de l'enceinte familiale, soit en raison de leurs obligations professionnelles, soit par manque de temps ou de facilité d'accès. Les consommateurs sont donc prêts à payer une prime pour que la transformation et la préparation des aliments se fassent en amont, ce qui entraîne une augmentation du niveau des activités post-récolte dans le système alimentaire⁴ (Staatz et Hollinger, 2016).

La manière dont les systèmes de production agricole s'adaptent pour répondre efficacement à cette demande alimentaire urbaine croissante est l'un des principaux défis que les politiques agricoles doivent relever. La transformation de l'agriculture et l'augmentation des revenus des petits exploitants qui en découle en dépendent.

■

La manière dont les systèmes de production agricole s'adaptent pour répondre efficacement à cette demande alimentaire urbaine croissante est l'un des principaux défis que les politiques agricoles doivent relever.

■

⁴ Le système alimentaire devrait néanmoins tenir compte du corollaire entre une forte croissance de la consommation de produits transformés due à l'augmentation des revenus, et l'augmentation des maladies non transmissibles liées aux comportements alimentaires. La mise en place d'une politique alimentaire globale qui promeut une alimentation saine et nutritive pour la population, y compris l'éducation des plus jeunes, devrait être une priorité essentielle pour les décideurs politiques africains.

L'urbanisation rapide, l'évolution des régimes alimentaires et la croissance du revenu par habitant en Afrique subsaharienne ont entraîné des changements majeurs dans les systèmes alimentaires. Elles ont stimulé la croissance des marchés alimentaires nationaux et régionaux tout en offrant de réelles possibilités aux petits producteurs. En même temps, ces possibilités constituent un défi pour la capacité des petits exploitants à répondre à cette demande croissante de la part d'une population urbaine dont les préférences sont davantage orientées vers les produits animaux, les fruits et légumes frais et les produits transformés. En outre, les producteurs doivent faire face à des contraintes telles que la faiblesse et l'incertitude des marchés des intrants et des produits, les énormes pertes après récolte, l'incertitude climatique, les coûts de transaction élevés et la faiblesse des programmes de recherche et de vulgarisation agricoles.

Faisant le point sur la faible utilisation des intrants en Afrique subsaharienne et les obstacles à l'expansion du marché des intrants dans la région, Kelly, Adesina et Gordon (2003) soulignent l'inefficacité de la distribution des intrants et des crédits ainsi que le niveau insuffisant des investissements publics. Ils recommandent aux gouvernements de concentrer leurs efforts sur la fourniture de biens publics (routes, irrigation, éducation de base, systèmes d'information sur les marchés, recherche et vulgarisation agricoles) et sur l'amélioration des institutions (respect des lois et règlements, promotion des catégories et des normes). Ces interventions permettent de réduire les coûts de production et d'augmenter la demande des producteurs, ce qui incite le secteur privé à élargir encore ses réseaux de distribution.

Pour pallier la faiblesse de marchés de produits, il faut multiplier les innovations institutionnelles, notamment la promotion de l'agriculture contractuelle, le soutien aux coopératives et autres organisations de producteurs, la création de systèmes de catégories et de normes, la mise en place de mécanismes de règlement des litiges et la promotion d'une gouvernance efficace des chaînes de valeur agricoles. Toutes ces interventions doivent s'accompagner d'investissements audacieux dans les infrastructures, la recherche et la vulgarisation agricoles et les systèmes d'information sur les marchés.

Pour aider les petits exploitants agricoles à exploiter les nouvelles possibilités offertes par l'environnement actuel, les politiques suivantes devraient être mises en œuvre :

- L'adoption de technologies améliorées est susceptible d'augmenter les rendements et de réduire les pertes après récolte. Outre les

efforts d'acquisition de technologies, une approche globale intégrant les investissements dans la recherche et la vulgarisation agricoles est nécessaire. Une attention particulière doit être accordée au bon fonctionnement des marchés des intrants et des produits. Sans cela, les producteurs n'ont aucune incitation à produire pour le marché, ou à accéder à des technologies qui améliorent les rendements.

- L'augmentation des investissements publics dans les infrastructures physiques, comme les routes, peut générer des bénéfices importants, en particulier dans les activités de production et de post-récolte. Au-delà de ces interventions, les décideurs politiques doivent mobiliser le secteur privé en créant un environnement favorable et en encourageant les investissements privés dans les infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation. Il convient de promouvoir des modèles commerciaux inclusifs. Le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers doivent encourager le secteur privé à investir dans des modèles qui offrent des perspectives avantageuses aux petits producteurs, en leur fournissant des connaissances et un accès aux marchés des intrants et des extrants. Il existe des projets de développement de la chaîne de valeur qui démontrent la viabilité de ces mécanismes, qui placent les petits producteurs au cœur du système et offrent au secteur privé la perspective d'un profit raisonnable. Ces pratiques exemplaires doivent être mises à l'échelle.
- Avant tout, les décideurs politiques doivent développer des mécanismes transparents afin de réduire au minimum leur intervention sur les marchés de produits. L'intervention affaiblit souvent les incitations du secteur privé dans les activités post-récolte (stockage, transformation, commercialisation). En mettant en place un environnement fondé sur des règles transparentes et incitatives, les autorités publiques atténuent les incertitudes du marché et permettent ainsi de tester des modèles et de les mettre à l'échelle en cas de succès.
- L'accès au financement est essentiel pour la transformation de l'agriculture. Pour les petits exploitants, le financement inadéquat des activités agricoles a constitué un obstacle majeur. Le secteur privé et les partenaires de développement testent actuellement des approches de financement innovantes pour mobiliser des ressources supplémentaires et remédier aux défaillances du

■ **Pour réussir, des outils de financement innovants doivent être mobilisés pour intégrer la diversité des acteurs autour des chaînes de valeur agricoles.** ■

marché. Compte tenu de l'importance du financement agricole, les gouvernements africains devraient s'engager davantage à soutenir les principaux acteurs impliqués dans la mise en place de modèles innovants de financement agricole.

- Les progrès des technologies numériques offrent d'énormes possibilités de transformer le secteur agricole africain. L'agrégation des données agricoles améliore l'inclusion financière des petits exploitants. La prolifération des téléphones portables en Afrique subsaharienne a facilité leur intégration aux technologies émergentes et leur mise à l'échelle. En conséquence, les différents acteurs de la chaîne de valeur peuvent désormais faire du commerce plus facilement, ce qui augmente la productivité de l'ensemble de la chaîne de valeur, grâce à un meilleur accès au marché et à une meilleure rentabilité tout au long de la chaîne. Malgré ces progrès, les petits exploitants agricoles souffrent du manque de contrôle sur les grands flux d'information en raison de la complexité des nouvelles technologies et de leurs faibles capacités techniques. Dans de nombreux pays, les gouvernements et les partenaires du développement encouragent les partenariats multipartites pour le développement et la promotion des technologies numériques dans le secteur agricole. Ces technologies ont le potentiel de transformer le système alimentaire, en augmentant l'inclusion des petits exploitants agricoles et en favorisant une plus grande participation des femmes et des jeunes. Enfin, la numérisation du secteur agricole présente deux avantages supplémentaires. Il remédiera au manque de données pour la prise de décision et attirera les jeunes dont l'engagement est essentiel à la durabilité du secteur.
- Il est essentiel d'investir dans les femmes et les jeunes étant donné leur rôle dans les chaînes de valeur agricoles, ainsi que le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est important de renforcer les compétences entrepreneuriales et techniques des femmes et des jeunes, et de leur offrir de la formation et de renforcer leurs capacités, tout en tirant parti de leur potentiel d'innovation. L'éducation est essentielle pour faciliter l'accès des femmes et des jeunes à l'information et à de meilleures technologies, qui sont indispensables pour aller au-delà de la production et gérer des entreprises rurales prospères. Investir dans l'éducation des femmes et des jeunes, tout en renforçant leurs capacités entrepreneuriales, est insuffisant si l'on ne crée pas un environnement favorable leur permettant d'avoir un meilleur accès aux actifs productifs et aux marchés. Enfin, il est important d'élaborer des politiques agricoles et nutritionnelles

faisant une plus grande place aux femmes en tant qu'acteurs clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en relevant le défi de nourrir une population croissante.

L'adoption du PDDAA en 2003 à Maputo a souligné l'engagement des chefs d'État africains à donner la priorité à l'agriculture en tant que moteur de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Plus de 10 ans plus tard, la déclaration de Malabo (2014) réaffirme les options de Maputo, mais intègre de nouveaux engagements pour réduire la malnutrition des enfants, les pertes après récolte et la vulnérabilité des moyens de subsistance. Malgré les difficultés de mise en œuvre, la volonté politique à l'échelle continentale est sans équivoque.

La mise en œuvre sur le terrain de ce programme de transformation nécessite une intervention globale comprenant la fourniture de technologies appropriées aux producteurs (semences certifiées, engrais organiques et inorganiques, et technologie pour restaurer la fertilité des sols), la promotion de services de conseil agricole efficaces qui peuvent faciliter l'adoption des technologies, et le développement de marchés nationaux et régionaux pour les denrées alimentaires et autres produits agricoles.

Le financement et l'investissement sont également des ingrédients clés pour la transformation de l'agriculture africaine. Les besoins sont immenses. Ils comprennent, par exemple, le financement des petits exploitants agricoles, d'autres acteurs de la chaîne de valeur et des entrepreneurs, l'accès aux routes et autres infrastructures, le développement des infrastructures de marché, ainsi que la recherche et le développement. Pour réussir, des outils de financement innovants doivent être mobilisés pour intégrer la diversité des acteurs autour des chaînes de valeur agricoles. Plusieurs expériences menées à petite échelle ont démontré le potentiel d'amélioration considérable des outils de crédit innovants, des outils de gestion des risques, du financement axé sur les résultats et du sociofinancement.

La voie qu'empruntera l'agriculture africaine dépendra du sort des systèmes d'exploitation agricole familiale. Les agriculteurs familiaux et les autres petits exploitants agricoles représentent plus de 80 % des producteurs agricoles et produisent 98 % des cultures vivrières. Fonder l'intensification durable sur ces agriculteurs familiaux est la stratégie à adopter. Le succès de cette intensification suppose un accès accru au marché, ce qui permet au producteur de mettre sur le marché sa production excédentaire, tout en respectant les normes de qualité et en recevant en retour un prix rémunérateur. Les obstacles rencontrés par les petits producteurs sont nombreux : coûts de transaction élevés, pertes post-récolte importantes, politiques gouvernementales

contre-productives, coût élevé des intrants, etc. Un engagement déterminé des pouvoirs publics et des politiques progressistes sont essentiels pour éliminer tous ces goulots d'étranglement et répondre à la demande alimentaire urbaine en constante augmentation (Ameyaw et Jayne, 2016).

■ Conclusion et recommandations

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique subsaharienne se démarque par les grands défis auxquels elle est confrontée : croissance démographique rapide, urbanisation galopante, insécurité alimentaire chronique et menaces fortes liées à la variabilité du climat et à la dégradation des sols. Ces défis, bien qu'inquiétants, peuvent être transformés en occasions susceptibles de renforcer l'agriculture africaine en la transformant en un véhicule de croissance économique inclusif.

Les initiatives gouvernementales visant à donner la priorité au secteur agricole dans les interventions publiques, les investissements importants, mais insuffisants du secteur privé, et la mobilisation des petits exploitants et de leurs organisations afin de faire face à la situation sont autant de motifs de satisfaction. Aujourd'hui, les petits producteurs ont plus de choix pour les semences et les engrais dont ils ont besoin⁵. Ils ont également accès aux marchés pour leurs produits. Des lueurs de progrès sont perceptibles. De plus en plus de petits exploitants s'affranchissent des stratégies de survie et considèrent la production agricole comme une véritable entreprise. De même, les systèmes agroalimentaires sont en train de changer, délaissant l'autosubsistance au profit d'une agriculture commerciale centrée sur les préférences des consommateurs.

■ **De plus en plus de petits exploitants s'affranchissent des stratégies de survie et considèrent la production agricole comme une véritable entreprise.** ■

Malgré ces changements notables, des efforts colossaux à long terme sont encore nécessaires pour parvenir à la transformation de l'agriculture africaine et assurer ainsi à la population une vie plus décente. Voici les recommandations clés :

- Accroître le financement des systèmes nationaux de recherche agricole afin qu'ils puissent répondre aux défis du climat, de la dégradation des terres et de l'évolution des préférences des consommateurs en mettant des technologies adaptées à la disposition des petits exploitants.

⁵ Cependant, des risques existent avec la monopolisation croissante des semences par les multinationales et la disparition progressive des semences paysannes indigènes.

- Soutenir la mise en œuvre de programmes consultatifs agricoles efficaces et durables, capables de fournir aux petits producteurs agricoles les compétences nécessaires pour être plus productifs et s'adapter aux différentes contraintes environnementales.
- Si les tendances de dégradation des terres se poursuivent, plus de la moitié de la superficie agricole cultivée en Afrique sera perdue d'ici 2050. Pour éviter ces conséquences dévastatrices sur les moyens de subsistance des populations, les plus pauvres vivant dans les zones les plus dégradées, des chercheurs ont recommandé l'utilisation d'une stratégie de gestion intégrée des terres. Cette stratégie de réhabilitation du sol passe par l'augmentation de la matière organique, la rétention de l'humidité et l'utilisation accrue d'engrais inorganiques. C'est le meilleur moyen d'accroître la productivité agricole de manière durable.
- Nous avons vu que l'importante population de jeunes pourrait être une occasion pour les économies africaines. Cette masse de jeunes pourrait être attirée par les maillons clés des chaînes de valeur telles que la mécanisation, la transformation, le transport et les services de marketing, notamment dans le contexte des innovations majeures dans les services numériques. La grande difficulté réside dans l'inadéquation entre les compétences fournies par les universités et autres centres de formation et la demande de compétences des entreprises agricoles et agroalimentaires. Par conséquent, les gouvernements africains devraient faire des investissements considérables pour garantir des systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels agricoles adéquats, et renforcer les compétences des jeunes afin qu'ils puissent saisir les occasions d'entrepreneuriat offertes par l'agriculture. Ces investissements devraient intégrer une composante spécifique visant à améliorer les compétences entrepreneuriales des femmes et leur permettre d'aller au-delà des cultures de subsistance à faible valeur ajoutée.
- Compte tenu de l'importance numérique des agriculteurs familiaux, de leur rôle dans la production alimentaire et dans la préservation de la biodiversité, le sort de l'agriculture africaine future dépendra des systèmes agricoles familiaux. Les politiques publiques doivent donc opter sans hésitation pour la construction d'une intensification durable autour de ces agriculteurs familiaux. Pour ce faire, l'intervention publique doit s'employer à lever toutes les contraintes auxquelles ce type d'agriculture est confronté. L'intervention du secteur privé est bénéfique. Toutefois, elle devrait fonctionner selon des modèles commerciaux inclusifs.

■ References

AfDB, OECD, UNDP. 2016. African Economic Outlook 2016: Sustainable Cities and Structural Transformation. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AEO_2016_Report_Full_English.pdf

Africa Group of Negotiators Experts Support - AGNES (2020) "Land Degradation and Climate Change in Africa" Policy Brief No. 2; March.

Ahmed S. A., Cruz M., Go D.S., Maliszewska M. and Osorio-Rodarte I. (2014), "How significant is Africa's demographic dividend for its future growth and poverty reduction?", *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 7134, Washington, DC.

Allen, T. and P. Heinrigs (2016), "Emerging Opportunities in the West African Food Economy", *West African Papers*, No. 01, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5jlvfj4968jb-en>

Ameyaw D. S. & Jayne T. S. "Progress towards Agricultural Transformation in Africa. Putting it all together." In Africa Agriculture Status Report 2016, AGRA.

AUC/OECD. 2018. Africa's Development Dynamics 2018: Growth, Jobs and Inequalities, AUC, Addis Ababa/OECD Publishing, Paris. https://au.int/sites/default/files/documents/35488-doc-africas_development_dynamics_report_2018-en.pdf http://www3.weforum.org/docs/WEF_ACR_2017.pdf

Barbier, E., & Hochard, J. (2016). Poverty and the spatial distribution of rural population (Policy Research Working Paper, WPS 7101). Washington, DC: World Bank Group.

Bongaarts & Casterline, 2012; Guengant 2007; Guengant 2012; and Guengant & May 2011a

Cockx, L., Colen, L., De Weerd, J., Gomez Y Paloma, S. (2019), Urbanization as a driver of changing food demand in Africa: Evidence from rural-urban migration in Tanzania, EUR 28756 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2019, ISBN 978-92-79-73182-2, doi:10.2760/515064, JRC107918.

Doukkali, M.R., Tharcisse G. & Tudal S. 2018. Is land degradation neutrality possible in Africa? Policy Center for the New South.

FAO. 2017. The Future of Food and Agriculture: Trends and Challenges. <http://www.fao.org/3/a-i6583e.pdf>

FAO. 2017a. The State of Food and Agriculture: Leveraging Food Systems for Inclusive Rural Transformation. <http://www.fao.org/3/a-i7658e.pdf>

FAO. 2011. The State of Food and Agriculture 2010–11. Women in agriculture: closing the gender gap for development. Rome.

Fine, D., van Wamelen, A., Lund, S., Cabral, A., Taoufik, M., Dörr, N., Leke, A., Roxburgh, C., Schubert, J., Cook, P., 2012. Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth. McKinsey Global Institute, Boston.

Guengant, J.-P., and May, J.F. 2013. Africa 2050: African Demography. Africa Emerging Markets Forum 2013

Headey D.D., Jayne T.S. "Adaptation to land constraints: Is Africa different?" / Food Policy 48 (2014) 18–33

Jayne T. S. & Ameyaw D. (2016) "Africa's Emerging Agricultural Transformation: Evidence, Opportunities and Challenges" in Africa agriculture Status report 2016: progress towards agricultural transformation in Africa, AGRA.

Jayne T.S., Chamberlin J., Headey D.D. "Land pressures, the evolution of farming systems, and development strategies in Africa: A synthesis" Food Policy 48 (2014) 1–17

Jayne T., Yeboah F. K., and Henry C. (2017) "The future of work in African agriculture: Trends and drivers of change" ILO, Working Paper No. 25, December.

Kelly V., Adesina A.A., and Gordon A. (2003) "Expanding Access to Agricultural Inputs in Africa: A Review of Recent Market Development Experience", Food Policy 28(4):379-404. DOI:10.1016/j.foodpol.2003.08.006

Kherallah M., Delgado C., Gabre-Madhin E., Minot N., Johnson M. "Reforming agricultural markets in Africa: achievements and challenges", IFPRI, The John Hopkins University Press, 2002.

Losch, B., (2012). Agriculture: The Key to the Employment Challenge, Perspective #19. CIRAD, Montpellier, France.

Mabiso, A., Benfica, R. 2019. The narrative on rural youth and economic opportunities in Africa: facts, myths and gaps. Papers of the 2019 Rural Development Report, IFAD Research Series 61.

Njobe, B. and S. Kaaria. 2015. Women and Agriculture: the untapped opportunity in the wave of transformation. Background Paper. AfDB, UNECA, African Union. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Events/DakAgri2015/Women_and_Agriculture_The_Untapped_Opportunity_in_the_Wave_of_Transformation.pdf

Reardon, T., Tschirley, D., Haggblade, S., Minten, B., Timmer, C.P., & Liverpool-Tasie, S. (2013). "Five interlinked transformations in the African agrifood economy: food security implications." Paper prepared for "Harnessing Innovation for African Agriculture and Food Systems: Meeting Challenges and Designing for the 21st Century"; 25-26 November 2013, Addis Ababa, Ethiopia.

Siba, E. 2019. The New Urban Agenda and Demographic Dividend: Investment for Africa's Youth. Africa Growth Initiative at Brookings and OSAA- Office of the Special Advisor on Africa. January 2019. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2019/02/The_New_Urban_Agenda_20190131.pdf

Staatz, J. and F. Hollinger (2016), "West African Food Systems and Changing Consumer Demands", West African Papers, No. 04, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/b165522b-en>

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019: Highlights (ST/ESA/SER.A/423). https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Highlights.pdf

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2019). World Urbanization Prospects: The 2018 Revision (ST/ESA/SER.A/420). New York: United Nations.

World Economic Forum (2017). The Africa Competitiveness Report 2017: Addressing Africa's Demographic Dividend. http://www3.weforum.org/docs/WEF_ACR_2017.pdf



Southern Voice
Website: www.southernvoice.org
E-mail: info@southernvoice.org

Fondé en 2012, Southern Voice est un réseau de 51 groupes de réflexion d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il contribue au dialogue mondial sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. L'objectif ultime de Southern Voice est de remédier à l'«asymétrie des connaissances» et au «déficit de participation» existant dans le dialogue sur le développement. Pour ce faire, elle produit, promeut et diffuse des analyses politiques fondées sur des données probantes réalisées par des chercheurs des pays du Sud.

À propos de l'auteur :

Suwadu Sakho-Jimbira est agente du programme Environnement et climat au Fonds international de développement agricole (FIDA) au Sénégal, et Ibrahima Hathie est directeur de recherche à l'IPAR-Initiative Prospective agricole et rurale au Sénégal.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Contient des informations visées par la [Licence du gouvernement ouvert – Canada](#).

La présente note de politique a été réalisée à l'aide du soutien financier du gouvernement du Canada fourni par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

L'exactitude de l'information et des commentaires engagé uniquement la responsabilité des auteurs. Le contenu de cette publication ne reflète d'aucune façon la position ou les politiques officielles du gouvernement du Canada et ne reflète pas nécessairement les opinions de Southern Voice ou de toute autre organisation à laquelle les auteurs sont affiliés. Veuillez noter que certaines ressources citées dans cette note de politique peuvent ne pas exister dans les deux langues officielles.